

REGLEMENT DISCIPLINAIRE RELATIF A LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE

FEDERATION DE KARATE TRADITIONNEL BUDO FRANCE - FKTBUODOFRANCE

Article 1

Le présent règlement établi en application de l'article 30 des statuts types annexés au décret n° 85-236 du 13 février 1985, remplace toutes les dispositions du règlement précédent relatives à l'exercice du pouvoir disciplinaire en matière de lutte contre le dopage.

Aux termes de l'article L 3631-1 du code de la santé publique ;

« Il est interdit, au cours des compétitions et manifestations sportives organisées ou agréées par la fédération ou en vue d'y participer :

- d'utiliser des substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou procédés ayant cette propriété ;
- de recourir à ceux de ces substances ou procédés dont l'utilisation est soumise à des conditions restrictives lorsque ces conditions ne sont pas remplies.

Les substances et procédés mentionnés au présent article sont déterminés par un arrêté des ministres chargés de la santé et des sports. »

Aux termes de l'article L 3631-1 du même code ;

« Il est interdit de prescrire sauf dans les conditions fixées aux deuxième et troisième alinéas de l'article L 3622-3, de céder, d'offrir, d'administrer ou d'appliquer aux sportifs participant aux compétitions et manifestations mentionnées à l'article L 3631-1, une ou plusieurs substances ou procédés mentionnés à cette article, ou de faciliter leur utilisation ou d'inciter à leur usage.

Il est interdit de se soustraire ou de s'opposer par quelque moyen que ce soit aux mesures de contrôle prévues par les dispositions du présent livre. »

Aux termes de l'article L3632- 3 du même code :

« Sous peine des sanctions administratives prévues aux articles L 3634-1, L 3634-2 et L 3634-3, une personne qui participe aux compétitions ou manifestations sportives mentionnées à l'article L 3631-1 ou aux entraînements y préparant est tenue de se soumettre aux prélèvements et examens prévus à l'article L 3632 – 2. »

§ 1 : ENQUETES ET CONTROLES

Article 3

Tous les organes, les agents et les licenciés de la Fédération sont tenus de prêter leur concours à la mise en œuvre des enquêtes, contrôles perquisitions et saisies organisés en application des articles L 3632-1 et suivants du code de la santé publique, que ces procédures aient été entreprises sur instruction du ministère chargé des sports ou à la demande de la Fédération, celle-ci agissant de sa propre initiative ou à l'instigation de la Fédération Internationale à laquelle elle est affiliée.

Article 4

Les enquêtes et contrôles mentionnés aux articles L 3632-1 et suivants du code de la santé publique peuvent être demandés par le ou les organes suivants : un membre de la Commission médicale nationale, un membre du comité directeur Président de la Fédération, le Directeur technique national, le Directeur sportif, le Directeur administratif, les entraîneurs nationaux, un Président de régions ou un membre de son Comité Directeur régionale de la Jeunesse et des sports.

Article 5

Peut être choisi par le médecin fédéral national en tant que membre délégué de la Fédération, pour assister le médecin agréé, à sa demande, lors des compétitions manifestations sportives ou aux entraînements y préparant, un membre du comité directeur, un arbitre, un entraîneur, un coach, un membre de la commission médicale nationale, le directeur sportif.

Nul ne peut être choisi comme membre délégué de la Fédération s'il n'est membre d'un organe disciplinaire prévu par le présent règlement.

ORGANES ET PROCEDURES DISCIPLINAIRES

Section I DISPOSITIONS COMMUNES AUX ORGANES DISCIPLINAIRES DE PREMIERE INSTANCE ET D'APPEL

Article 6

Il est institué un **organe disciplinaire de première instance et un organe disciplinaire d'appel** investis du pouvoir disciplinaire à l'égard des membres associés de la Fédération ou des membres licenciés des groupements sportifs affiliés qui ont contrevenu aux dispositions des articles L.3631-1, L.3631-3 et L.3632-3 du code de la santé publique. Chacun de ces organes se compose de cinq membres choisis, en raison de leurs compétences sur la liste nationale prévue à l'article 2 du décret no 2001-36 du 11 janvier 2001. Un membre au moins appartient à une profession de santé ; un membre au moins est choisi en raison de ses capacités juridiques ; un membre au plus peut appartenir au comité directeur de la Fédération ou au bureau fédéral

Le président de la Fédération ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire. Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion. La durée du mandat est fixée à quatre ans. Les membres des organes disciplinaires et leur président sont désignés par le président de la fédération. En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président, un membre disciplinaire est désigné pour assurer la présidence selon les modalités suivantes : il doit être professionnel de santé ou médecin agréé par la fédération, membre de l'organe disciplinaire.

Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

Article 7

Les organes disciplinaires de première instance et d'appel se réunissent sur convocation de leur président. Chacun d'eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de ces membres sont présents. Les fonctions de secrétaires de séance sont assurées soit par un membre de l'organe disciplinaire, soit par une autre personne désignée par le président de l'organe disciplinaire ou son remplaçant. En cas de partage égal des voix, le président a la voix prépondérante.

Article 8

Les débats devant les organes disciplinaires ne sont pas publics sauf demande contraire formulée, avant l'ouverture de la séance, par l'intéressé ou ses défenseurs.

Article 9

Les membres des organes disciplinaires ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire. A l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans l'organe disciplinaire de première instance.

Article 10

Les membres des organes disciplinaires sont astreints aux obligations de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition entraîne l'exclusion du membre de l'organe disciplinaire, par décision du ministre chargé des sports sur proposition du président de l'organe disciplinaire.

Section II DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORGANES DISCIPLINAIRES DE PREMIERE INSTANCE

Article 11

Il est désigné au sein de la fédération par le président de la fédération ou plusieurs personnes chargées de l'instruction des affaires soumises à l'organe disciplinaire de première instance.

Ces personnes ne peuvent être membre d'un des organes disciplinaires prévu à l'article 6 et ne peuvent avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire .Elles sont astreintes à une obligation de confidentialité pour les faits , actes et informations dont elles ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions .Toute infraction à cette disposition est sanctionnée par l'exclusion .

Elles reçoivent délégation du président de la fédération pour toutes les correspondances relatives à l'instruction des affaires .Dès lors qu'une infraction a été constatée, le représentant de la fédération chargé de l'instruction ne peut clore de lui-même une affaire. Même si des justifications thérapeutiques sont alléguées par l'intéressé .L'organe disciplinaire est tenu de prendre une décision y compris en cas de clôture du dossier.

Article 12

Lorsqu' une affaire concerne une infraction aux dispositions de l'article L.3631-1 du code de la santé publique, le Président de la Fédération adresse au représentant e celle-ci chargé de l'instruction :

- 1°) le procès verbal de contrôle, établi par le médecin agréé, relatant les conditions dans lesquelles les prélèvements et examens ont été effectués ;
- 2°)Le procès-verbal du résultat d'analyse établi par le laboratoire d'analyses agréée .

Article 13

Lorsqu'une affaire concerne un membre licencié qui a prescrit sauf dans les conditions fixées au deuxième et troisième alinéas de l'article L.3622-3 du code de la santé publique, cédé, offert, administré ou appliqué aux sportifs participant aux compétitions et manifestations organisées ou agréées par la Fédération une ou plusieurs substances ou procédés mentionnés à 'article L.3622-1 du même code ou facilité leur utilisation ou incité à leur usage. Le Président de la Fédération adresse au représentant de celle-ci chargé de l'instruction les procès verbaux de contrôle, ainsi que tous les éléments utiles non couverts par le secret de du code de procédure pénale.

Article 14

Lorsqu'une affaire concerne un membre licencié qui s'est soustrait ou opposé par quelque moyen que ce soit aux mesures de contrôle prévues par les articles L.3632-1 et suivants du code de la santé publique, le président de la Fédération adresse au représentant de celle-ci chargé de l'instruction le procès verbal établi en application de l'article.3632-2 du même code, ainsi que tous les éléments utiles non couverts par le secret de l'instruction définis à l'article 11 du code de procédure pénale.

Article 15

Le représentant e la Fédération chargé de l'instruction informe l'intéressé et le cas échéant, les personnes investies de l'autorité parentale qu'une procédure disciplinaire est engagée à son encontre par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus

sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire.

Article 16

Le document énonçant les griefs retenus doit être accompagné soit du résultat de l'analyse prévue par l'article L.3632.2 du code de la santé publique, soit du procès verbal de contrôle consistant le refus de se soumettre à celui-ci. Il doit mentionner la possibilité pour l'intéressé de demander par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la lettre recommandée prévue à l'article précédent, qu'il soit procédé à ses frais à une seconde analyse dans les conditions prévues par le décret n°2001-36 du 11 janvier 2001 sus-visé. Le délai de cinq jours est porté à 10 jours lorsque l'intéressé est domicilié hors de métropole.

Une liste des experts agréés par le ministre chargé des sports et le ministre de la santé est transmise à l'intéressé afin que celui-ci puisse, en demandant une seconde analyse, désigner un expert.

A date de la seconde analyse devra être arrêtée, dans le respect du calendrier fixé par la loi, en accord avec le laboratoire agréé en application de l'article L.3632-2 du code de la santé publique et, le cas échéant, avec l'expert désigné par l'intéressé. Ces résultats sont communiqués dans les conditions prévues à l'article 12.

Article 17

Au vu des éléments du dossier, le représentant de la Fédération chargé de l'instruction établit dans un délai maximum de cinq semaines un rapport qu'il adresse à l'organe disciplinaire.

Ce délai court, dans le cas d'une infraction aux dispositions de l'article L.3632-1 du code de la santé publique, à compter du jour de la réception, par la Fédération d'un procès verbal d'infraction constitué par le procès-verbal de contrôle prévu à l'article L.3632-2 du même code et par le rapport d'analyse faisant ressortir l'utilisation d'une substance ou d'un procédé interdit. Ce délai court, en cas d'infraction aux articles L.3631-3 et L.3632-3 du même code, à compter du jour de la réception, par la Fédération, du procès verbale contrôle des éléments mentionnés aux articles 13 et 14.

Article 18

L'intéressé, accompagné le cas échéant des personnes investies de l'autorité parentale Est convoqué devant l'organe disciplinaire, par le Président de l'organe disciplinaire ou l'instructeur du dossier.

La convocation se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise contre récépissé, quinze jour au moins avant la date de la séance. L'intéressé peut être assisté d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix.

S'il ne parle ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut bénéficier d'un interprète aux frais de la Fédération.

L'intéressé ou son défenseur peut consulter avant la séance le rapport et l'intégralité du dossier. Il peut demander que soient entendues les personnes de son choix, dont il communique le nom huit jours au moins avant la réunion de l'organe disciplinaire. Le Président de ce dernier peut refuser les demandes d'audition qui paraissent abusives.

Article 19

Lors de la séance, le représentant de la fédération chargé de l'instruction présente oralement son rapport. Le président de l'organe disciplinaire de première instance peut faire entendre par celui-ci toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe l'intéressé avant la séance.

L'intéressé et le cas échéant, ses défenseurs sont invités à prendre la parole en dernier.

Article 20

L'organe disciplinaire délibère à huit clos, hors de la présence de l'intéressé de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience et du représentant de la fédération chargé de l'instruction. Il statue par une décision motivée.

La décision est signée par le président et le secrétaire. Elle est aussitôt notifiée par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise à l'intéressé contre récépissé. La notification mentionne les voies et délais d'appel.

La décision est également notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Conseil de prévention et de lutte contre le dopage et au ministre chargé des sports.

Article 21

L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans le délai prévu à l'article L. 3634-1 du code de la santé publique. Faute d'avoir statué dans ce délai, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANE DISCIPLINAIRE D'APPEL

Article 22

La décision de l'organe disciplinaire de première instance peut être frappée d'appel par l'intéressé et par son représentant dans un délai de dix jours. Ce délai est porté à 15 jours lorsque l'intéressé est domicilié hors de la métropole.

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.

L'appel est suspensif.

Lorsque l'appel émane d'une fédération, l'organe disciplinaire d'appel en donne communication à l'intéressé et fixe le délai dans lequel celui-ci peut produire ses observations.

Le pouvoir de frapper d'appel une décision disciplinaire est reconnue au Président de la Fédération et à lui seul.

Article 23

L'organe disciplinaire d'appel statue en dernier ressort.

Il se prononce, au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.

Le président désigne parmi les membres de l'organe disciplinaire, un rapporteur qui établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance. Les dispositions de l'article 18 à 20 sont applicables devant l'organe disciplinaire d'appel, à l'exception du premier alinéa de l'article 19 et des deux derniers alinéas de l'article 20.

L'organe disciplinaire d'appel doit se prononcer dans le délai prévu de l'article L.3634-1 du code de la santé publique. Faute d'avoir statué dans ce délai, il est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis au Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Article 24

La décision de l'organe disciplinaire d'appel est notifiée à l'intéressé, au Conseil de prévention et de lutte contre le dopage et au ministre chargé des sports par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La notification doit préciser le tribunal administratif dans le quel la décision peut faire l'objet d'un recours. La décision, sauf en cas de relaxe, est publiée au bulletin de la fédération sportive intéressée ou dans le document qui en tient lieu.

§ 2 : SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Article 25

Les sanctions applicables sont :

- 1) des pénalités sportives telles que suspension des compétitions ou des entraînements...
- 2) des sanctions disciplinaires choisies parmi les mesures ci-après à l'exclusion de toute sanction pécuniaire :
 - a) L'avertissement
 - b) La suspension de compétition ou d'exercice de fonctions
 - c) Le retrait provisoire de la licence
 - d) La radiation

En cas de première infraction, la suspension de compétition peut être remplacée, avec l'accord de l'intéressé et, le cas échéant, celui de son représentant légal, par l'accomplissement pendant une durée limitée, d'activités d'intérêt général au bénéfice de la Fédération ou d'une association sportive.

Article 26

L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions. Les sanctions d'une durée inférieure à six mois ne peuvent être exécutées en dehors des périodes de compétition.

Article 27

Lorsque l'organe disciplinaire a estimé, au vu du résultat de l'analyse initiale, confirmé le cas échéant par celui de la seconde analyse, que l'intéressé a méconnu les dispositions de l'article L.3631-1 du code de la santé publique, les sanctions prévues aux b et c du 2- de l'article 25 sont au maximum de trois ans. Si une deuxième infraction a été commise pour fait de dopage dans un délai de cinq ans à compter de la date de la première infraction, la radiation peut être prononcée.

Article 28

En cas de première infraction aux dispositions du premier alinéa de l'article L.3631-3 du code de la santé publique, les sanctions prévues aux b et c de l'article 25 sont au maximum de trois ans. En cas de deuxième infraction, la radiation peut être prononcée.

Article 29

En cas de première infraction aux dispositions du premier alinéa de l'article L.3631-3 du code de la santé publique, les sanctions prévues aux b et c de l'article 25 sont au maximum de dix ans. En cas de deuxième infraction, la radiation peut être prononcée.

Article 30

En cas de première infraction aux dispositions du second alinéa de l'article L.3631-3 du code de la santé publique, les sanctions prévues aux b et c du 2° de l'article 25 sont au maximum de cinq ans. En cas de deuxième infraction, la radiation peut être prononcée.

Article 31

Pour l'application des articles 27 à 30 ci-dessus, le sursis ne peut être accordé en tout ou partie pour les sanctions prévues aux b et c du 2° de l'article 25 qu'en cas de première infraction. La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de trois ans, l'intéressé n'a pas commis une nouvelle infraction aux articles L.3631-1, L.3631-3 et L.3632-3 du code de la santé publique suivie d'une sanction. Toute nouvelle infraction à ces articles dans ce délai emporte révocation du sursis.

Article 32

Lorsqu'un sportif ayant fait l'objet d'une sanction en application de l'article L.3634-1 du code de la santé publique sollicite le renouvellement ou la délivrance d'une licence sportive, la fédération subordonne ce renouvellement ou cette délivrance à la production du certificat nominatif prévu à l'article L.3613-1 du même code.

Article 33

L'organe disciplinaire de première instance et l'organe disciplinaire d'appel peuvent décider de saisir le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage d'une demande d'extension de la sanction disciplinaire qui a été prononcée aux activités de l'intéressé relevant d'autres fédérations conformément aux dispositions vde l'article L.3634-2 du code de la santé publique.

Article 34

Dans le cas où la Fédération a connaissance qu'une personne non licenciée a contrevenu aux dispositions des articles L.3631-1, L.3631-3 et L.3632-3 du code de la santé publique, le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage et le ministre chargé des sports en sont avisés par. (15)

Lorsqu'une personne non licenciée à une fédération française et licenciée à une fédération étrangère affiliée à une fédération internationale a contrevenu aux dispositions des articles L.3631-1 et L.3632-3 du code de la santé publique, le Directeur technique national de la Fédération de Karaté Traditionnel et Arts martiaux Assimilés en France adresse copie des procès verbaux de contrôle et d'analyse à la fédération Internationale, le Ministère jeunesse et Sports, le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

ORDRE DE MISSION (Annexe)

Devront impérativement figurer sur les décisions prescrivant un contrôle les mentions suivantes :

- . le type de prélèvement ou de dépistage (préciser : urinaire, sanguin, salivaire ou de phanères, imprégnation alcoolique par l'air expiré)
- . l'intitulé de la compétition ou de la manifestation sportive ou de l'entraînement
- . la date du contrôle
- . le lieu
- . l'horaire (préciser l'heure d'arrivée souhaitée sur le lieu du contrôle)
- . le nom du délégué fédéral et ses coordonnées
- . le nombre de sportifs à contrôler
- . le mode de désignation des personnes à contrôler (préciser : tirage au sort, classement, nouveau record...)

le médecin agréé conserve cependant la possibilité de contrôler tout sportif de son choix (art L.3632 du code de la santé publique et décret n° 2001-35 du 11 janvier 2001, art.2)

. l'autorité à l'initiative du contrôle (préciser MJS ou DRDJS ou fédération sportive française ou fédération sportive internationale)

. l'obligation d'utiliser les formulaires pré-imprimés de procès-verbaux établis par le MJS (art.10 du décret n° 2001-35 du 11 janvier 2001)

Le présent règlement disciplinaire relatif à la lutte contre le dopage a été adopté Lors de l'assemblée générale du 26 juillet 2018

La Présidente

Le secrétaire Général

Mme Le Corre

Mme El Marhomy Cindy